



**PRÉFET
DU FINISTÈRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées
et des enquêtes publiques

N° 35/2022 AE

Arrêté du - 8 JUIN 2022

complémentaire à l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 68-2013/AE du 11 avril 2018
relatif à l'élevage porcin exploité par l'EARL DE KOAT PENHOAT au lieu-dit Kerrohan
à PLOUNEVEZEL

LE PRÉFET DU FINISTÈRE
Officier de la Légion d'honneur

VU le code de l'environnement et notamment les Titres II et VIII du Livre 1^{er}, le Titre 1^{er} du Livre II et le Titre 1^{er} du Livre V (parties législative et réglementaire) ;

VU l'arrêté ministériel du 05/09/2003 modifié portant mises en application de normes ;

VU l'arrêté ministériel du 05/09/2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

VU l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

VU l'arrêté inter-préfectoral n° 2012142-0005 en date du 21 mai 2012 autorisant et déclarant d'utilité publique au bénéfice du syndicat intercommunal de production d'eau du Stanger :

- la dérivation et le prélèvement par pompage des eaux de la rivière de l'Hyères à partir de la prise d'eau du Stanger, située sur la commune de Carhaix-Plouguer, pour l'alimentation en eau destinée à la consommation humaine, ainsi que la régularisation des ouvrages et installations en place,
- l'établissement des périmètres de protection de la prise d'eau du Stanger ainsi que l'institution des servitudes afférentes ;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et **3660** de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral régional du 2 août 2018 modifié, établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

VU le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie approuvé par l'arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017 ;

VU le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Philippe MAHÉ en qualité de préfet du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 29-2021-09-22-00004 du 22 septembre 2021 donnant délégation de signature à M. Christophe MARX, secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

VU l'arrêté préfectoral n° 68-2013/AE du 11 avril 2013 autorisant l'EARL DE KOAT PENHOAT (siège social : rue François Mitterrand à Plounévezel) à exploiter un élevage porcin au lieu-dit « Kerrohan » à PLOUNEVEZEL ;

VU le dossier présenté le 12 juillet 2021 par l'EARL DE KOAT PENHOAT concernant l'extension de son élevage porcin et la mise à jour du plan d'épandage ;

VU le courrier de demande de compléments adressé au pétitionnaire le 24 décembre 2021 ;

VU l'avenant déposé le 20 janvier 2021 ;

VU le rapport n° 2022 00630 en date du 27 avril 2022 de l'inspecteur de l'environnement, spécialité installations classées (DDPP) ;

VU le projet d'arrêté transmis au pétitionnaire le 17 mai 2022, notifié le 18 mai 2022 ;

VU les autres pièces du dossier ;

CONSIDÉRANT les éléments techniques du dossier ;

CONSIDÉRANT qu'il apparaît, au terme de la procédure d'instruction, que la demande présentée par le pétitionnaire n'est pas de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés par l'article L181-3 et l'article L511-1 du code de l'Environnement et que les installations ne présentent pas de dangers ou des inconvénients, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages ;

CONSIDÉRANT que l'intéressé n'a présenté aucune observation au terme du délai de 15 jours qui lui était imparti à compter de la notification du projet d'arrêté susvisé ;

SUR LA PROPOSITION de M. le secrétaire général de la préfecture du Finistère ;

ARRÊTE

Article 1er : les articles 1.1, 2, 20.1, 20.2, 20.3 et 23.5 de l'arrêté préfectoral n° 68-2013/AE du 11/04/2013 susvisé sont modifiés et complétés comme suit :

Article 1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

L'EARL DE KOAT PENHOAT dont le siège social est situé Rue François Mitterrand sur la commune de PLOUNEVEZEL est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter au lieu-dit « Kerrohan » sur la commune de PLOUNEVEZEL un élevage porcin dont les effectifs sont répartis comme suit : 541 porcs reproducteurs avec 562 places utiles, 3 978 porcs de plus de 30 kg (porcs de

production) avec 3 978 places utiles, 72 porcs de plus de 30 kg (cochettes non saillies) avec 72 places utiles, 2 400 porcs de moins de 30 kg (2 400 places utiles).

Cette autorisation est également délivrée pour l'exploitation d'un forage, d'une source ainsi que pour des rejets d'eaux pluviales.

Article 2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées et par une rubrique de la nomenclature eau :

Rubrique de la nomenclature	Libellé de la rubrique (activité)	Volume de l'activité	Régime *
3660 (ICPE)	Élevage intensif de porcs : b) avec plus de 2 000 emplacements pour les porcs de productions (de plus de 30kg)	3 978 emplacements pour les porcs de production	A
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	1 forage	D
1.1.2.0 (IOTA)	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m ³ /an mais inférieur à 200 000 m ³ /an	15 633 m ³ /an	D
2.1.5.0 (IOTA)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha	3,8 ha	D

* A : Autorisation, D : Déclaration

Article 2.2– Situation de l'établissement

Commune	Site	Sections	Parcelles
PLOUNEVEZEL	Kerrohan	ZX	251 – 252 – 254

Article 2.3 - Autres limites de l'autorisation :

La production annuelle de porcs charcutiers est limitée à 12 200 animaux.

La production annuelle de porcelets en post sevrage est limitée à 16 500 animaux.

Article 20.1 – Identification des effluents ou déjections

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents ou déjections suivantes : (purin, lisier, fumier, effluents traités, boues biologiques)

Type d'effluents ou de déjections	Volume ou masse produit annuellement	N	P ₂ O ₅	K ₂ O
Lisier brut avant traitement	10 281 m ³	49089	27645	29773
Lisier brut traité	9 375 m ³	45523	25506	28155
dont lisier brut importé (Anne Le Mannac'h))	893 m ³	5025	2699	3592
A gérer après traitement sur le plan d'épandage (terres mises à disposition)				
Lisier brut	1 799 m ³	8591	4838	5210
Boues biologiques	1 687 m ³	5918	3316	6476
Effluent épuré	7 031 m ³	2731	3061	19708
A exporter hors plan d'épandage				
Refus de séparation de phase composté	483 tonnes	7252	19129	1971

Article 20.2 – Gestion des ouvrages de stockage ou de pré-traitement

L'exploitant dispose d'une capacité de stockage de 8031 m³ en préfosse et fosse de réception et de 10024 m³ pour le traitement dont 6000 m³ en lagune.

Article 23.5 – Épandages interdits

Les îlots 16 et 18 sont situés dans le périmètre de protection rapprochée P2 de la prise d'eau du Stanger sur l'Hyères, défini par l'arrêté inter-préfectoral de DUP n° 2012142-005 du 21 mai 2012. Une partie de l'îlot 18 a été retirée du plan d'épandage. L'épandage se fait à l'aide d'une tonne équipée de pendillards.

Article 2 : conditions générales

S'appliquent à l'installation les prescriptions des textes mentionnés ci-dessous :

- prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation sous la rubrique 3660 (élevages de porcs de plus 2 000 porcs de production : arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié ;
- prescriptions de l'arrêté du 05 septembre 2003 modifié portant mises en application de normes ;
- prescriptions de l'arrêté du 05 septembre 2003 relatif aux vérifications auxquelles doit procéder le responsable de la mise sur le marché des matières fertilisantes et de support de culture normalisés ;
- prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral de DUP n° 2012142-005 du 21 mai 2012 relatif au périmètre de captage d'eau du Stanger sur l'Hyères ;
- prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
- prescriptions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à

déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

- prescriptions édictées par le règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (arrêté préfectoral n° 2017079-0002 du 20 mars 2017).

Article 3 : mesures de publicité

En vue de l'information des tiers :

- une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet et peut y être consultée ;
- un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 4 : délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de RENNES par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet <https://www.telerecours.fr> :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification de l'arrêté ;

2° Par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la dernière formalité de publicité accomplie : publication sur le site Internet des services de l'État dans le Finistère ou affichage en mairie.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès du préfet du Finistère ou hiérarchique auprès du ministre de la transition écologique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 5 : exécution

Le secrétaire général de la Préfecture du Finistère, le sous-préfet territorialement compétent, le maire de la commune d'implantation de l'élevage, les inspecteurs de l'environnement, spécialité installations classées pour la protection de l'environnement (direction départementale de la protection des populations), sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour le préfet,
le secrétaire général,



Christophe MARX

Copie transmise à :

- Sous-préfecture de Châteaulin
- Mairie de Plounévezel
- DDPP (service environnement)
- DDTM
- EARL DE KOAT PENHOAT – rue François Mitterrand – 29270 PLOUNEVEZEL